



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023



Nous aborderons successivement :

- le contexte socio-économique international et national
- L'évolution des besoins de la commune
- la situation financière et fiscale de la commune
- L'encours de dette
- Les grands projets d'investissement



LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Ralentissement de la croissance sur fond d'inflation record

L'inflation a atteint en 2022 des sommets inédits depuis 40 ans résultant en grande partie de l'envolée des cours des matières premières notamment énergétiques ;

Les banques centrales ont durci fortement les conditions financières pour amortir l'impact de la remontée des taux sur la consommation et l'investissement de sorte que l'économie mondiale a ralenti progressivement, sans décrochage violent ;

Du fait de sa proximité avec l'Ukraine et de sa dépendance aux hydrocarbures russes, l'Europe est la région la plus affectée par les répercussions de la guerre ;

Inflation en décembre 2022: en zone Euro, 9,2 %, aux Etats Unis 6,5 % avec une forte appréciation du dollar, en Chine fin de la stratégie « zéro Covid avec une croissance à seulement 3,6% et une crise immobilière ;

L'inflation sous-jacente ne décélère pas



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Zone Euro : une année marquée par la crise énergétique

La zone Euro a tenté de diversifier géographiquement ses importations d'énergie, ce qui, à court-terme, n'a pu se faire que de façon limitée et particulièrement coûteuse ;

l'activité économique de la zone Euro a ralenti de 0,8 % au T2 à 0,3 % au T3 ;

La consommation des ménages s'est révélée relativement résiliente. Les ménages ont pu puiser dans leur épargne pour contrer la perte de revenu disponible brut réel ;

La BCE a débuté la remontée de ses taux en juillet ;

Fin 2022, suite aux révisions haussières de ses prévisions d'inflation, le ton de la BCE s'est durci avec l'annonce de probables prolongements tant du cycle haussier des taux que de la durée de son resserrement monétaire ;



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

France : une croissance jusqu'ici résiliente

Comparé aux prévisions formulées fin 2021, l'activité économique française aura été en 2022 bien moins forte que prévu, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé.

Après un recul de 0,2 % au T1, l'activité économique a rebondi à 0,5 % au T2 avant de ralentir au T3 à 0,2 %.

La consommation des ménages, principal moteur traditionnel de la croissance française, qui avait rebondi au T2 (+0,4 après une chute de 1,2 % au T1) a fini par légèrement reculer au T3 (-0,1 %) dans un contexte d'inflation élevée.



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

France : une croissance jusqu'ici résiliente

Au T3, la croissance française a été portée par l'investissement qui a nettement accéléré pour atteindre 1,7 % après deux trimestres à 0,5 %, largement due aux investissements d'entreprises non financières qui ont bondi de 0,9 % au T2 à 3,1 % au T3 sous l'effet d'un rebond d'achats de véhicules.

Les investissements des ménages ont reculé de 0,7 % après avoir été atones au T2. La contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB a été négative (-0,5 point après -0,2 pt au T2)

Jusqu'ici, l'activité française s'est révélée relativement résiliente face à l'envolée de l'inflation et devrait, malgré le ralentissement attendu fin 2022, croître de 2,5 % en moyenne en 2022.



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

France : plus faible poussée inflationniste de la zone Euro

La France a assisté à une hausse progressive de l'inflation depuis janvier 2021 (2 % au T3 2021) ;

La crise énergétique induite par le déclenchement de la guerre en Ukraine fin février 2022 a propulsé depuis l'inflation à des niveaux records ;

Cette inflation est initialement imputable à l'augmentation spectaculaire des prix de l'énergie. Elle se diffuse depuis progressivement à l'ensemble des biens et services, entraînant l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation non transformée) dans son sillage (5,3 % en novembre 2022) ;

L'envolée de l'inflation a été atténuée en France par de nombreuses mesures de soutien gouvernementales ;



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

France : plus faible poussée inflationniste de la zone Euro

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages français s'est replié avant de rebondir à 0,8 % au T3 sous l'effet conjugué des renégociations d'accords salariaux, de la revalorisation du Smic (+2,01 %) en août et d'autres mesures telles que la prime de partage de la valeur mise en place en juillet, la revalorisation du point d'indice des agents de la fonction publique ;

La revalorisation des retraites complémentaires associée à de nouvelles mesures de soutien introduites au T4 (suppression de la redevance audiovisuelle, poursuite de la réduction de la TH, chèque énergie exceptionnel...) devrait soutenir le pouvoir d'achat au T4, de sorte que la perte de pouvoir d'achat sur l'ensemble de l'année devrait rester relativement limitée (inférieure à 1 % en 2022) ;



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

France : un marché du travail sous tension

Depuis 2021, le dynamisme du marché du travail ne cesse pas de surprendre ;

Fin septembre 2022, tous les secteurs d'activité, industrie incluse, avaient dépassé leur niveau d'avant pandémie et plus d'un million d'emplois avaient été créés depuis fin 2019, dont près d'un tiers (315K) en raison de l'essor des contrats d'apprentissage ;

Profitant des fortes créations d'emploi dans un contexte de hausse de la population active, le taux de chômage recule globalement (7% en novembre soit 2,2 millions de chômeurs) ;

La part des entreprises françaises rencontrant des difficultés de recrutement atteint des niveaux records dans les grands secteurs de l'économie fin 2022. Ainsi, 83 % des entreprises de la construction étaient concernées en octobre 2022, 65 % dans l'industrie manufacturière et 62 % dans les services ;



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

France : la **crise** énergétique ralentit le redressement des finances publiques

Ces trois dernières années sont marquées par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire puis de celle énergétique induite par la guerre en Ukraine ;

Le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9 % en 2020, devrait poursuivre son redressement. Il est attendu à 5 % en 2022, après 6,5 % en 2021 ;

La dette publique au sens de Maastricht devrait s'élever à 111,6 % du PIB contre 112,8 % en 2021 selon la loi de finances pour 202 ;

Pour 2023, le gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5 % du PIB et une dette publique également quasi-stable à 111,2 % du PIB ;

Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023 pour s'établir à 56,9 % ;

La hausse progressive des taux directeurs de la BCE associée au ralentissement économique à l'œuvre devraient peser sur les finances publiques ;

Le taux d'intérêt obligataire de la France à 10 ans est reparti nettement à la hausse.



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Principaux agrégats de finances publiques, prévisions du gouvernement

		2021	2022p	2023p
Solde public	% du PIB	-6,5	-5,0	-5,0
Dette publique	% du PIB	112,8	111,6	111,2
Ratio de dépense publique	% du PIB	58,4	57,7	56,9
Taux de prélèvements obligatoires	% du PIB	44,3	45,2	44,9
Croissance du PIB (vol.)	%	6,8	2,7	1,0



LE CONTEXTE ECONOMIQUE

Le projet de loi de finances 2023

Les concours financiers de l'État à destination des collectivités territoriales passent de 52,32 milliards d'euros à 53,45 milliards, soit une hausse de 1,13 milliard d'euros (2,15%) en euros courant ;

La dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation de solidarité urbaine (DSU) augmenteront chacune de 90 millions d'euros en 2023, tandis que la dotation d'intercommunalité croîtra, là encore en 2023, de 30 millions d'euros ;

Un fonds d'accélération écologique dans les territoires doté de 1,5 milliard d'euros en 2023, aussi appelé "fonds vert", doit venir soutenir les projets de transition écologique des collectivités locales ;

L'Etat met en place un dispositif dit « filet de sécurité » pour aider les collectivités dont l'épargne brute a été fortement diminuée en raison d'une part de la majoration de la rémunération des personnels et, d'autre part, des effets de l'inflation sur les dépenses d'approvisionnement ;



Analyse de l'évolution **des besoins de la** **commune**



Evolution de la population

Références démographiques INSEE

réf 1/1/2017	réf 1/1/2018	réf 1/1/2019	réf 1/1/2020
2020	2021	2022	2023
6082	6219	6316	6413

Evolution depuis 2014 de 12,79 %, soit un rythme moyen de 1,4% par an



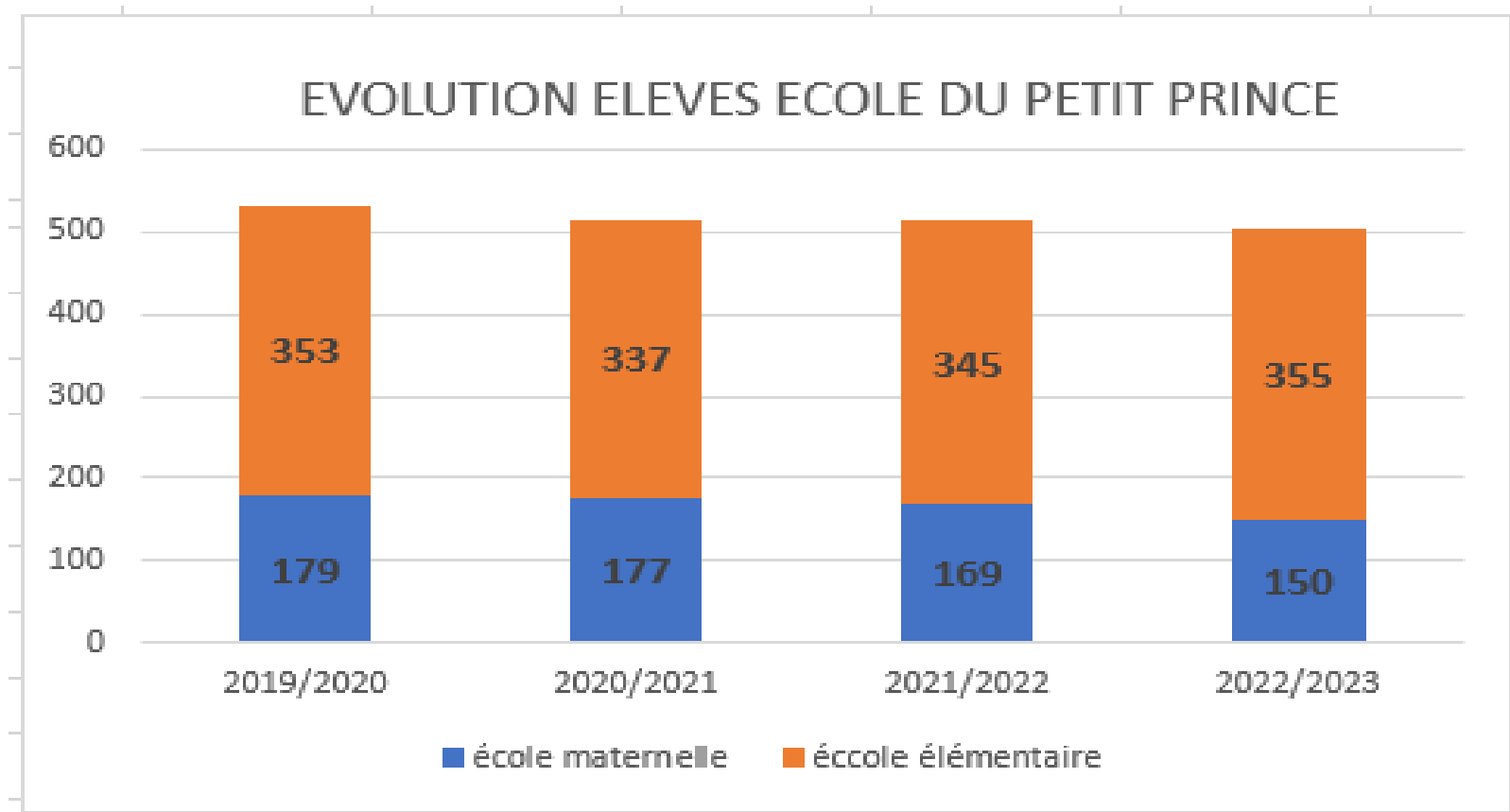
Evolution des élèves scolarisés au petit prince

ECOLES PUBLIQUES				
	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023
nombre d'enfants à l'école maternelle	179	177	169	150
nombre d'enfants à l'école primaire	353	337	345	355
total	532	514	514	505

Les effectifs d'enfants scolarisés au groupe scolaire du Petit Prince (+ 11% en 10 ans), ceux -ci sont désormais stables.

La dernière ouverture de classe en élémentaire a eu lieu en 2018/2019 et en maternelle en 2020/2021.

Evolution des élèves scolarisés



Evolution des repas produits

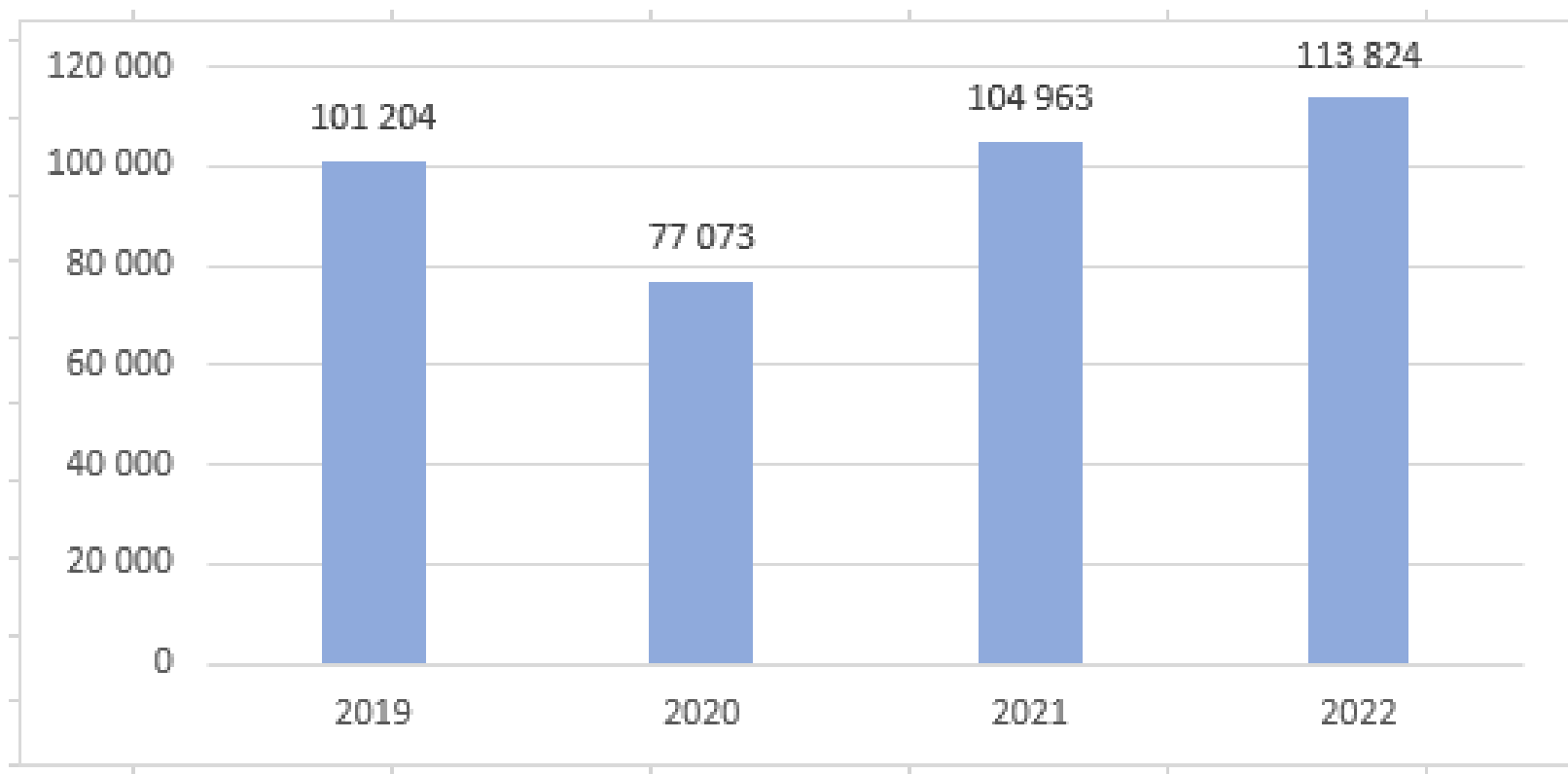
RESTAURATION	2019	2020	2021	2022
nombre de repas fournis (tout compris)	101 204	77 073	104 963	113 824

RESTAURATION	2019	2020	2021	2022
coût alimentaire par repas (€)	1,77	1,78	1,81	2,05

participation parentale : de 1,48 € à 5,19 €

Coût réel moyen d'un repas + temps cantine : 11,20 €

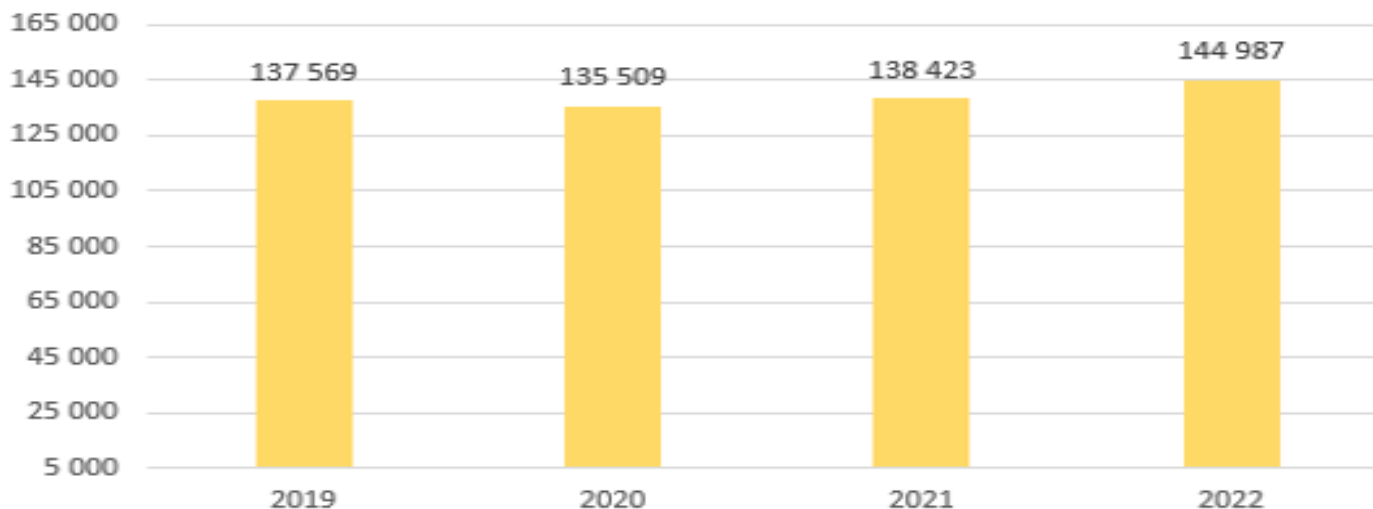
Evolution des repas produits



Evolution fréquentation périscolaire

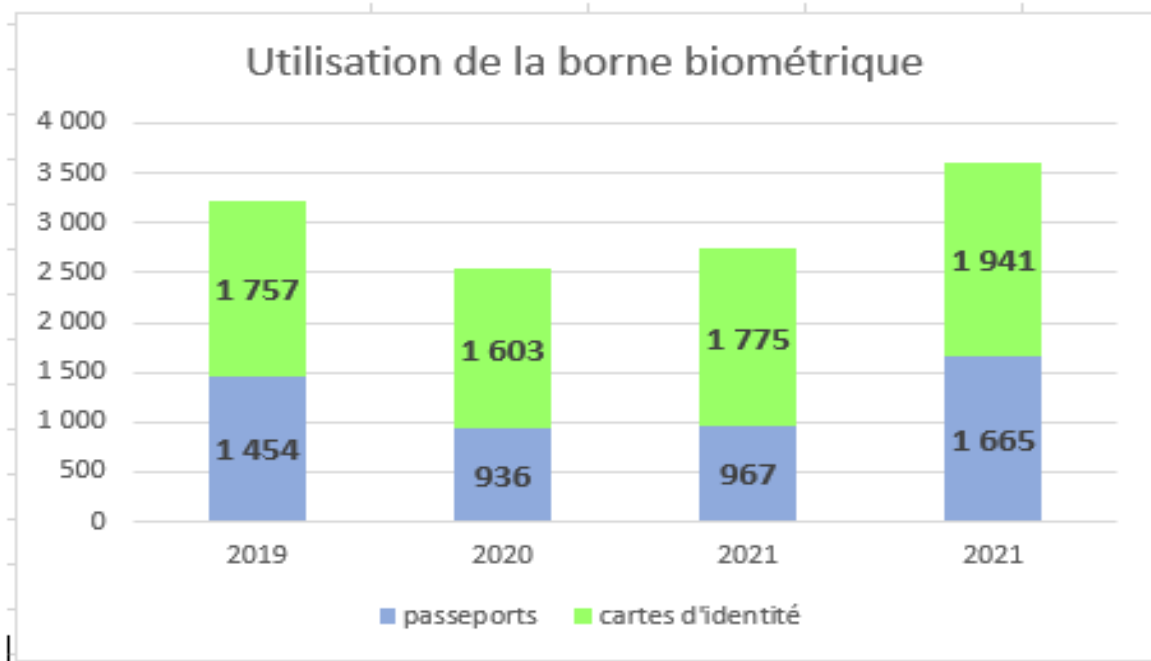
PERISCOLAIRE	2019	2020	2021	2022
nombre d'heures périscolaires	137 569	135 509	138 423	144 987
	réel COVID=>	73 914		

EVOLUTION DES HEURES PERISCOLAIRES



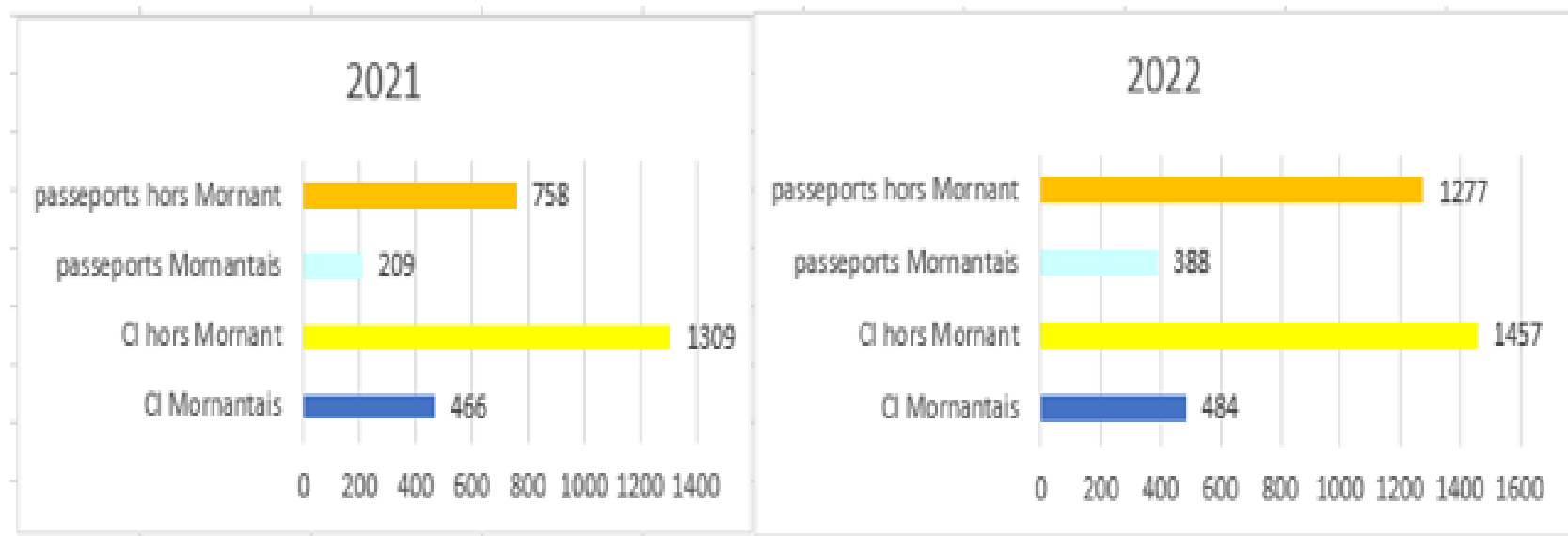
l'activité « biométrique »

UTILISATION DE LA BORNE BIOMETRIQUE	2019	2020	2021	2022
pour les passeports	1 454	936	967	1 665
pour les cartes d'identité	1 757	1 603	1 775	1 941



+ 698 demandes de passeports et + 166 demandes de cartes d'identité => soit + 31,5% d'activité

Evolution de l'activité « biométrique »



NB : L'Etat ne verse que 14 630 € par an pour cette décentralisation. Il faut compter 20 à 25 mn de temps humain par dossier.



Mais aussi

Le service accueil/état civil gère, en plus de l'accueil physique et téléphonique,

- L'état civil : 515 demandes d'actes, 26 livrets de famille, 52 avis de naissance, 30 reconnaissances de paternité, 2 changements de prénom, 17 mariages, 116 mentions en marge, 103 recensements militaires, 22 PACS (en charge des mairies depuis le 1er novembre 2017)
- Le cimetière 113 fermetures de cercueil, 46 autorisations d'inhumer, 36 autorisations de crémation, 73 transcriptions de décès, 58 autorisations de travaux
- A compter du 1^{er} juillet 2022, l'accueil a en charge l'instruction des dossiers de demandes de changement de nom.
- Les élections : élections présidentielles et législatives en 2022.

Prochaines élections : les Européennes en 2024

Evolution de la gestion financière

ACTIVITES DU SERVICE FINANCES	2019	2020	2021	2022
mandats	2 165	1 734	2 119	2 126
titres	617	525	641	589



Mais c'est aussi

20 hectares communaux sont entretenus par le service des espaces verts

Avec la mise en place d'un « service commun », 16.7 hectares d'espaces publics intercommunaux sont désormais entretenus par le service des espaces verts de Mornant dont

- 1.5 hectares piscine

- 11.5 hectares site de la Madone

- 0.11 hectares centre culturel

- 0.1 hectares abords du siège de la COPAMO

- 3.5 hectares clos Fournereau

La surface des bâtiments communaux à nettoyer et à entretenir s'élève à 13 600 m².



Mais c'est aussi

La commune compte près de 130 associations, auxquelles elle apporte de l'aide financière : 11 ont reçu une subvention annuelle et 13 une subvention exceptionnelle ;

et de l'aide logistique qui comprend l'ensemble des locaux municipaux mis à disposition pour la pratique de leurs activités ou salles de réunion mais aussi le prêt de matériel, soit 16 bâtiments municipaux, salles associatives, bureaux, équipements sportifs fréquentés par plus d'une trentaine d'association pour 440 heures hebdomadaires ;

Le personnel des directions dynamique locale et technique vient régulièrement en soutien aux associations pour leur bon fonctionnement et l'organisation de leurs diverses manifestations ;



Les aides réalisées par le CCAS grâce au versement de la subvention communale :

- 8 secours d'urgence
- 15 aides financières
- 63 aides pour acquisition d'un vélo électrique
- 7 aides pour le permis de conduire
- 124 passeports junior
- 5 médiations familiales
- 6 aides pour des classes découvertes
- 8 passeports compétition
- Actions Ukraine

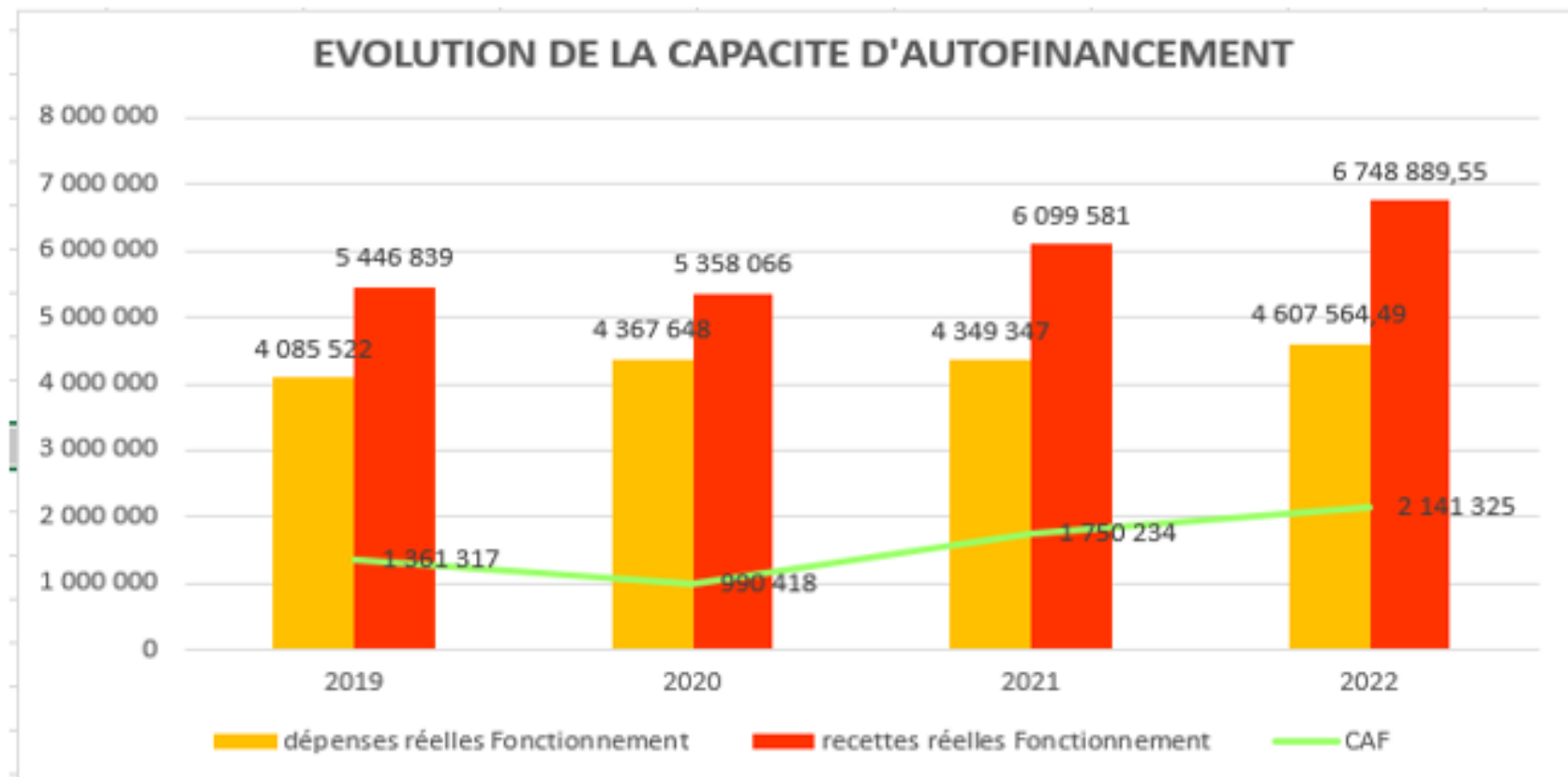
Et la liste de ces exemples n'est pas exhaustive ...



Analyse financière **de la commune**

Selon éléments connus au 5 janvier 2023

EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT



La capacité d'autofinancement constatée en 2022 dépassera 2 000 000 €. Un tel résultat n'avait jamais été atteint jusqu'à présent.



L'ENCOURS DE DETTE

Structure de la dette :

- 13 emprunts à taux fixe
- 4 emprunts à taux variable
- Aucun emprunt à risque

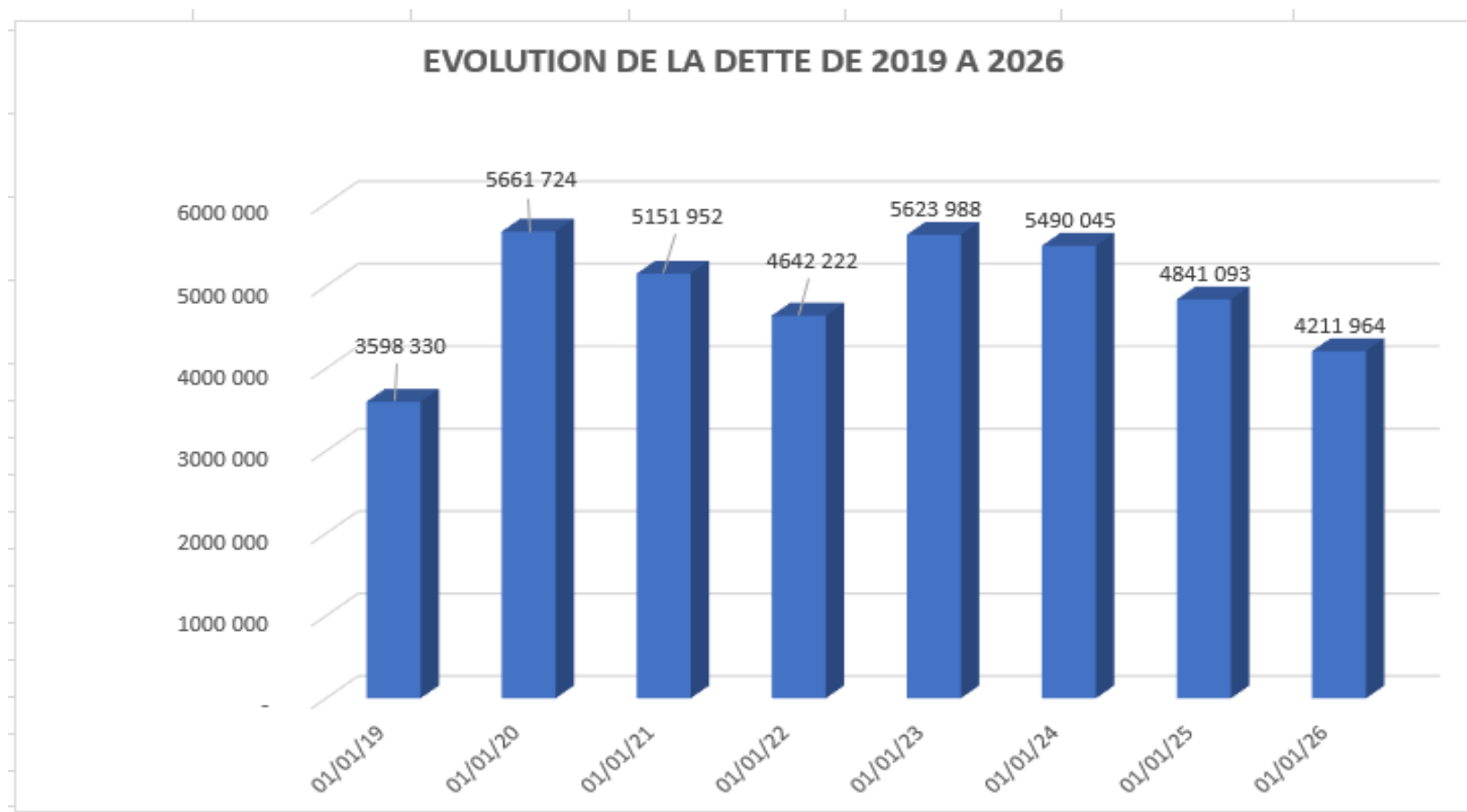
L'endettement au 31 décembre 2022 :

5 623 988 euros

(931€/habitant en 2020 – 877 € en 2022)

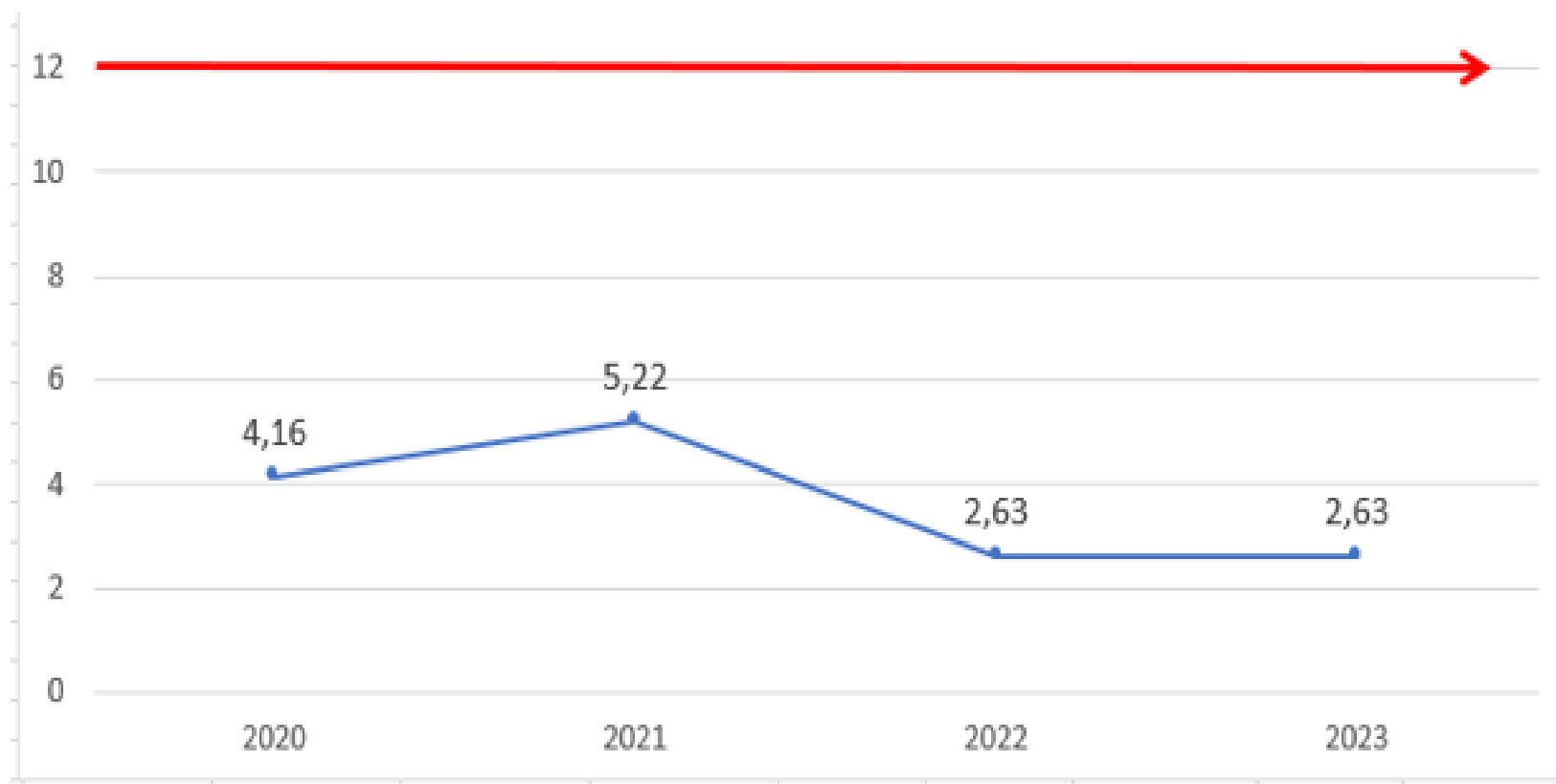


EVOLUTION DE LA DETTE





NOMBRE D'ANNEES DE CAF NECESSAIRES POUR LE REMBOURSEMENT DU CAPITAL RESTANT DU





Orientations financières **de la commune**



Pas d'augmentation des taux d'imposition ;

Plan de maîtrise des dépenses de fonctionnement
tout en maintenant une qualité des service ;

Investissements pour conserver le patrimoine
existant ;

Réalisation des projets annoncés dans le plan de
mandat en établissant un plan
prévisionnel des investissements ;



Maîtriser la masse salariale et
moderniser les outils opérationnels ;

Mutualiser des procédures et des services avec la
COPAMO ou avec d'autres communes ;

Anticiper et garder une bonne agilité
face aux crises actuelles ;

Contribuer à limiter les conséquences
économiques et sociales des crises ;



Section de **fonctionnement**

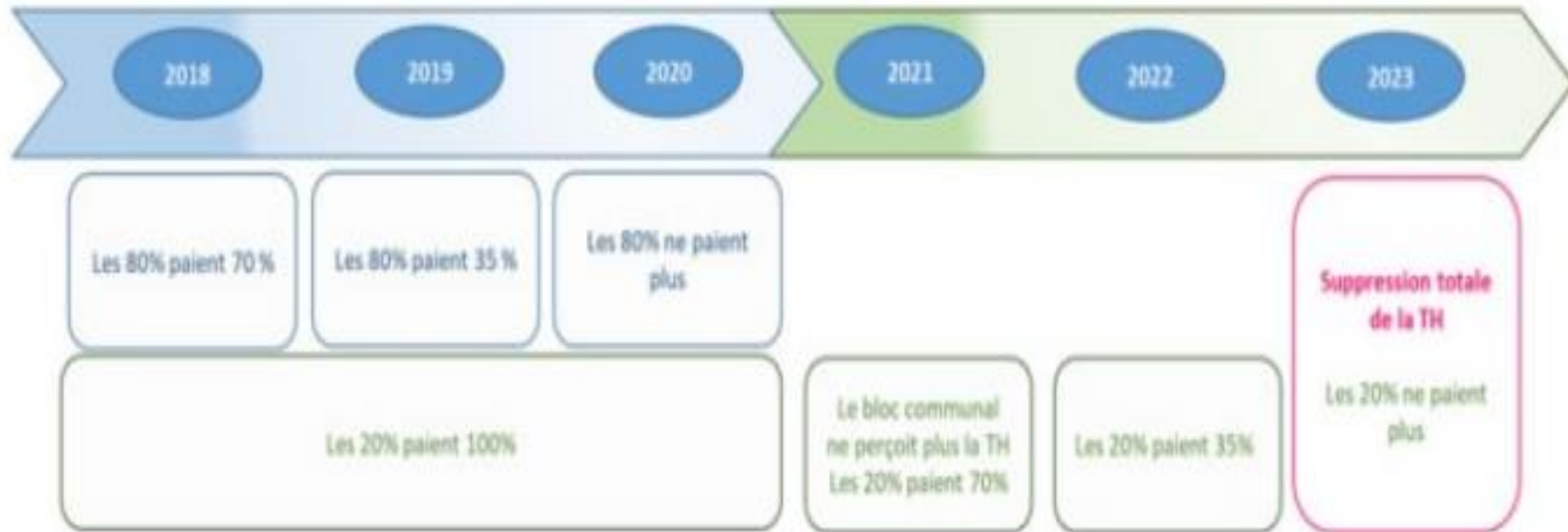
- Recettes -



Les recettes fiscales directes

Les taux d'imposition n'augmenteront pas

	Taux 2017	Taux 2018	Taux 2019	Taux 2020	Proposition pour 2023
Taxe d'habitation	18,11 %	18,11 %	18,11 %	18,11 %	18.11 %
Taxe foncière (bâti)	20,34 %	20,34 %	20,34 %	20,34 %	$20.34 + 11.3\% = 31.64\%$
Taxe foncière (non bâti)	67,62 %	67,62 %	67,62 %	67,62 %	67.62 %



Les communes n'ont plus à voter le taux de taxe d'habitation sur les résidences principales, celui de 2019 s'appliquent automatiquement. Le taux de taxe d'habitation continue toutefois à s'appliquer pour les logements vacants et les résidences secondaires.

Par ailleurs, le taux de référence communal de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) relatif à l'année 2023 est égal à la somme des taux communaux et départemental appliqués en 2020 sur le territoire de la commune. »



Les recettes fiscales directes

Produits de fiscalité

2020	2021	2022
3 081 196,00	3 180 650,00	3 563 255,00

3 820 000 € seront inscrits en 2023 (+2%)

car la loi de finances 2023 annonce une revalorisation des bases de 7,1%.



La fiscalité indirecte

Taxe additionnelle sur les droits de mutation :

2020	2021	2022
266 422,50	474 925,79	450 663,00

Estimation pour 2023 : 350 000 €

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR): Reste constant à 10 975 €

Fiscalité reversée par la Communauté de communes :
reste inchangée à 36 648 €



EVOLUTION DE L'ENSEMBLE DES DOTATIONS

	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	491 447,00	494 054,00	503 233,00
Dotation Solidarité Rurale	404 151,00	425 202,00	449 676,00
Dotation Nationale de Péréquation	160 284,00	156 316,00	155 925,00
total	1 055 882,00	1 075 572,00	1 108 834,00

Les montants 2023 inscrits seront identiques
à ceux perçus en 2022



Autres recettes

Les autres recettes réelles de fonctionnement ne représentent qu'une faible part des ressources de la collectivité. Elles sont composées principalement :

- des atténuations de charges : remboursement pour les arrêts maladie, maternité,
- des produits des services avec notamment près de 580 000 € de participation des familles pour la restauration et le périscolaire
- des prestations versées par la CAF pour les activités périscolaires et extrascolaires (160 000 €).



Section de fonctionnement

- Dépenses -



Les charges à caractère général

Les charges à caractère générale
doivent être inscrites

en tenant compte notamment de l'augmentation
des énergies et des coûts alimentaires, tout en
restant raisonnables sur le reste des dépenses.

Le montant inscrit sur le chapitre 011 sera d'environ
1 635 000 € (+1% par rapport à BP+DM 2022)



Les atténuations de charges

Mornant abonde au Fonds de Péréquation des Intercommunalités et Communes (FPIC) depuis 2017.

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

2020	2021	2022
26 438,00	28 681,00	33 549,00

33 600 € seront inscrits au budget 2023.



Les charges de personnel

Actuellement, l'effectif des agents municipaux est de 56 titulaires + 35 non titulaires qui représentent 36 ETP pour les titulaires et 15 ETP pour les non titulaires.

La répartition par catégorie en nombre d'agents est de :

- 2 catégorie A
 - 7 catégorie B
 - 82 catégorie C
- soit 33 hommes et 58 femmes

Pyramide des âges :

de 20 à 29 ans :	16
de 30 à 49 ans :	33
de plus de 50 ans :	42

Chaque mois, le service « ressources humaines » traite près de 130 feuilles de paye (agents, élus, professeurs des écoles pour études surveillées)



Les charges de personnel

PERSONNEL	2020	2021	2022
salaires + charges	2 356 549,71	2 320 980,00	2 579 047,23
assurance du personnel	84 059,35	45 412,81	48 132,96
CNAS	17 313,34	17 878,68	17 454,67
médecine du travail	5 623,96	6 168,41	5 906,14
total	2 465 566,36	2 390 439,90	2 650 541,00



Les charges de personnel

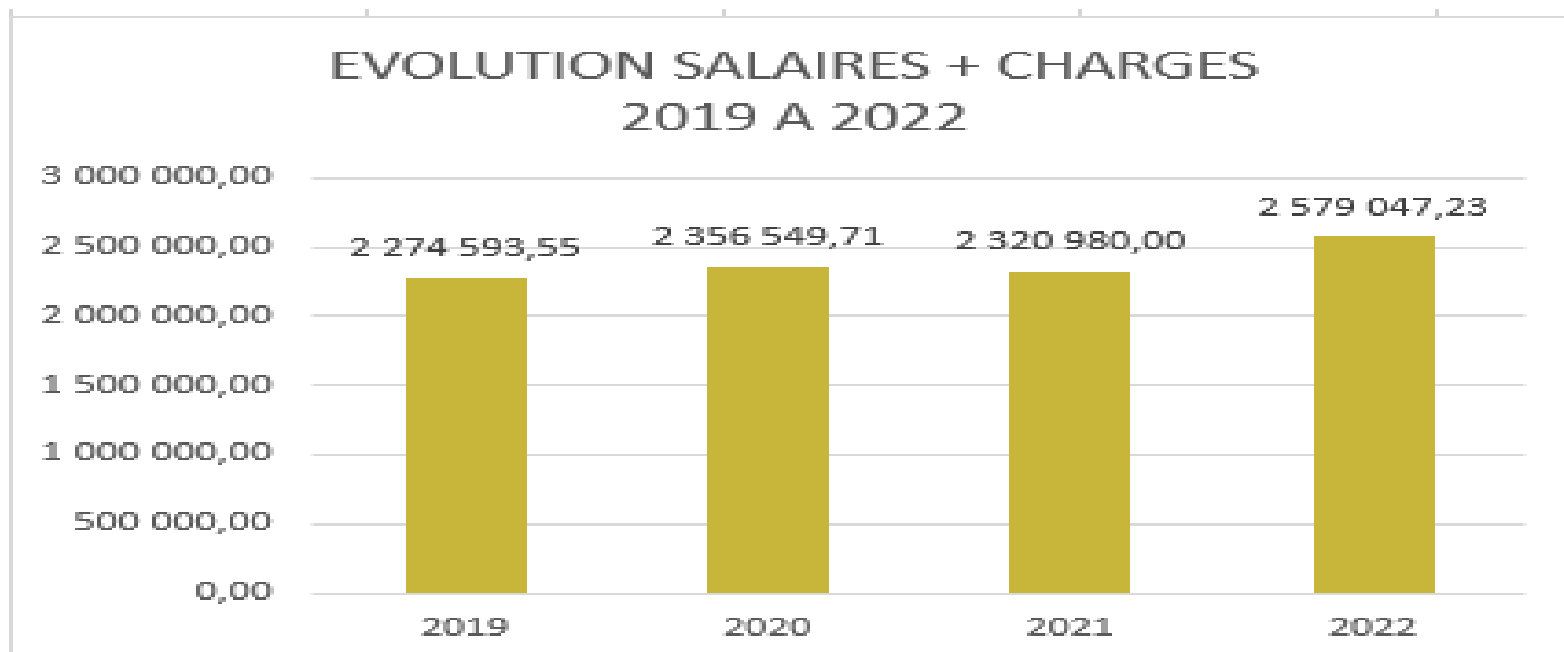
La masse salariale intégrera :

- le GVT (glissement vieillesse technicité) qui correspond à l'évolution de la carrière des agents ;
- une création de poste à l'accueil de la collectivité pour répondre à un nouveau projet de ce service auprès des administrés de même qu'un 0,5 ETP à la médiathèque à la date de son ouverture. Ce dernier poste est financé par la DRAC Auvergne Rhône Alpes pour 50% ;
- La remise à niveau du régime indemnitaire, suite au travail mené conjointement avec les membres du Comité technique, les critères d'attribution de l'IFSE et du CIA (éléments composant le RIFSEP) ;
- la mise en place d'astreintes techniques ;

Enfin un travail porté avec le comité social territorial est prévu sur la participation de la commune à la mutuelle santé des agents.



Les charges de personnel



2 850 000 € seront inscrits au budget primitif 2023.



Les subventions

La commune continuera à soutenir activement la vie associative dans les mêmes conditions que les années précédentes : **70 000 €** ;

Une subvention de fonctionnement est versée au CCAS indépendant, pour lui permettre de continuer ses actions en faveur de plus démunis, ainsi que les actions prévention santé / handicap, les actions de solidarité et la politique en faveur des seniors ;

Le montant sera maintenu à **75 000 €** pour 2023 ;



AUTRES DEPENSES

Les intérêts d'emprunt :

	annuité	capital	intérêts
2022	590 579,36	509 006,00	81 573,36
2023	787 942,15	633 942,15	154 000,00
2024	746 847,83	648 952,79	97 895,04
2025	712 879,26	629 128,53	83 750,73
2026	663 985,16	594 669,19	69 315,97

Les 3 emprunts à taux indexé sur l'EURIBOR qui n'ont pas généré d'intérêts depuis plusieurs années, coûtent 3,69% d'intérêts depuis le 1^{er} décembre 2022.

Quant aux intérêts de l'emprunt pris récemment sur la base du livret A, ils vont subir aussi une augmentation de 1%, tout en restant, malgré tout, en dessous d'un taux fixe actuel.

Les amortissements : 475 976€



Concernant la section de fonctionnement

La commune attend, par prudence, des informations sur le niveau des dotations

Le budget réel de fonctionnement
augmentera
d'environ 5 %

Le budget primitif 2023 devrait s'équilibrer
à 6 500 000 €



Section d'investissement

Recettes



Les principales recettes

Le résultat 2022 d'investissement
d'environ 830 000 € ;

Le FCTVA : 186 000 € ;

La taxe d'aménagement : 180 000 € ;

Les amortissements : 475 976€ ;



Autres recettes

Les subventions notifiées : 489 216 €

Seules les subventions notifiées
sont inscrites au budget

Un emprunt d'équilibre
sera inscrit en recette.



Section d'investissement

- Dépenses -



Finir de payer les factures (reports) : 563 599,96 €

- ❖ Paiement d'études
- ❖ Fin de paiement de travaux de voiries
- ❖ Fin de paiement des installations de vidéoprotection
- ❖ Paiement des subventions de façades et d'amélioration de l'habitat
- ❖ La maîtrise d'œuvre et pour la modernisation de la téléphonie
- ❖ Les travaux d'aménagement de la route de Givors en mode doux
- ❖ Des travaux de transition énergétique commandés au Syder
- ❖ Des travaux d'implantation de silos d'OMR
- ❖ Des travaux de rénovation du lavoir et du local des Petits Terreaux
- ❖ La continuité des révisions du PLU
- ❖ La maîtrise d'œuvre, contrôleur technique et SPS pour la rénovation des sanitaires de l'école maternelle
- ❖ De divers matériels et mobiliers



La poursuite du programme d'investissement

La Commune poursuit ses projets structurants en prévoyant de nouveaux crédits :

- La fin de première tranche d'aménagement de l'avenue de Verdun (avec la COPAMO)
- Des travaux de voirie et déplacements doux
- La végétalisation de la cour de l'école élémentaire avec préau
- Des études préalables à des rénovations énergétiques
- La rénovation des sanitaires de l'école maternelle
- La vérification de la charpente du bâtiment de La Poste, laquelle sera suivie des travaux de remise à niveau, si nécessaire, et de la réfection de la toiture en ardoises



et maintient aussi à niveau ses bâtiments, installations et outils de travail :

- Travaux d'entretien du patrimoine
- Acquisition de mobilier urbain, signalétique
- Complément de vidéoprotection et contrôle des accès des bâtiments communaux
- Achat d'outils de travail pour le personnel communal.
- Maintien à niveau des outils informatiques



Autres dépenses de la section d'investissement

**Remboursement du capital des
emprunts :**

633 942 €



LES GRANDS PROJETS DU PLAN DE MANDAT 2020/2026

INITULE DU PROJET	prévisionnel dépenses
agrandissement et rénovation restauration scolaire	2 900 000
construction dojo et salles de danse	2 000 000
clos St Charles et médiathèque	2 800 000
requalification avenue de Verdun	2 300 000
rénovation de l'église	1 500 000
végétalisation cour d'école	616 400
voiries et réseaux	1 300 000
sauvegarde patrimoine bâti et rénovation énergétique	1 500 000
restriction énergétique de l'éclairage publique	1 000 000
petits équipements sports et loisirs de proximité	1 500 000
	17 416 400



Les autorisations de programmes/crédits de paiement

- ❖ La maîtrise d'œuvre et les travaux d'aménagement de la médiathèque
- ❖ La maîtrise d'œuvre et études préalables à l'agrandissement de la restauration scolaire
- ❖ La maîtrise d'œuvre et études préalables aux travaux de végétalisation de la cour d'école
- ❖ L'étude de faisabilité d'un dojo et salles de danse
- ❖ Les travaux de l'avenue de Verdun (1^{ère} tranche)

sont gérés par AP/CP. Il est possible que la délibération prise le 19 décembre 2022 soit réajuster lors du calcul définitif des dépenses d'investissement pour 2023

Deux nouvelles AP/CP seront créées au BP pour les travaux de rénovation de l'église et la rénovation énergétique



Une recherche active de subventions

En 2022, Mornant a perçu les subventions suivantes :

DEPARTEMENT...	amendes de police 2021 pour réaménagement chemin du stade	20 000,00 €
DEPARTEMENT...	subvention végétalisation cour école	51 000,00 €
DEPARTEMENT...	subvention aménagement aire jeux inclusive	10 000,00 €
PREFECTURE ...	FIPD 2022 "déport d'images du lieu de visionnage vers les FSI (gendarmerie)"	8 184,00 €
REGION RHON...	subvention bibliothèque DGD	98 140,00 €
COPAMO	fonds de concours a vmorn voirie2021-2022	25 000,00 €
PREFECTURE ...	dotation Place des arbres	46 970,00 €
DEPARTEMENT...	subvention terrain synthétique	100 000,00 €
FFF	subvention	24 000,00 €
		383 294,00 €



Une recherche active de subventions

et a reçu les notifications pour les subventions suivantes :

PREFECTURE SUBV	Subvention DSIL 2020 Mode doux	27 500,00 €
PREFECTURE SUBV	subvention rénovation thermique gymnase	17 400,00 €
REGION RHONE AL	subvention vidéoprotection	3 000,00 €
préfecture de l	subvention desserte forestière	23 327,46 €
PREFECTURE SUBV	subvention DETR 2022 végétalisation cour "école Le...	122 500,00 €
PREFECTURE SUBV	subvention DETR 2022 rénovation sanitaires école ...	59 500,00 €
PREFECTURE SUBV	FIPD 2022 "extension système vidéosurveillance"	12 677,00 €
REGION RHONE AL	subvention aménagement aire de jeux adaptée et ac...	15 000,00 €
PREFECTURE SUBV	subvention DETR 2020 Ancien IMPRO	190 000,00 €
BANQUE DES TERR	subvention AMO Etude Fonciere Sud Paviere	18 312,00 €
	Total de la sélection	489 216,46 €



CONCLUSION

Mornant devra, en 2023, faire face aux turbulences de la conjoncture socio-économique, avec l'avantage d'être sortie de l'année 2022 dans une situation financière qui reste largement positive.

Le budget de fonctionnement 2023 sera donc toujours un budget très contrôlé, incluant des possibilités d'aides et des dépenses exceptionnelles.

Malgré l'incertitude sur la variation des coûts (énergie, matières premières) et les approvisionnements, l'équipe municipale progresse dans la réalisation ou la mise en études des projets structurants prévus dans le plan de mandat.

Une procédure de performance énergétique des bâtiments les plus consommateurs de gaz et d'électricité sera enclenchée

Le Syder est d'ores et déjà sollicité pour un passage en led de tout l'éclairage public et modernisation des installations (2023/2025)